

bles. Oui, mais nous pourrions le faire sans un pareil programme. Nous pourrions le faire en laissant le pouvoir d'achat nécessaire entre les mains des contribuables afin qu'ils puissent choisir eux-mêmes leur régime d'assurance frais médicaux et le payer eux-mêmes. On pourrait le faire sans qu'il soit obligatoire.

Monsieur le président, le gouvernement est toujours dans une mauvaise situation. Il l'est encore. Il sait qu'il faut rehausser le revenu des vieillards à \$305 par mois.

**Une voix:** Non, \$105 par mois.

**M. Latulippe:** Il ne sait où trouver l'argent pour le faire. Il sait qu'il est nécessaire d'organiser un programme d'assurance santé, obligatoire et national, mais il ne sait pas encore où trouver l'argent pour le mettre en vigueur.

On veut toutes sortes de choses, oui, mais on n'a pas d'argent pour les payer. Il faut s'en passer. Pardon, il faut que le peuple s'en passe. Pour les députés et les ministres, pour déclarer la guerre, pour faire des armes, eh bien, il n'est pas question d'argent, on peut en trouver tant qu'on en veut. Pour relever l'indemnité parlementaire des députés de \$10,000 à \$18,000, eh bien...

**Des voix:** Oh! Oh!

**M. Latulippe:** ...on n'a pas eu de sérieux arguments, on a trouvé le moyen de l'augmenter et on trouve le moyen de le payer.

Mais le gouvernement est encore dans une mauvaise situation, monsieur le président, à cause du manque d'argent dans le peuple, même s'il sait que la production va toujours en augmentant—cette année la production pour l'exportation atteindra 10 milliards de dollars. Et l'honorable ministre des Finances (M. Sharp) et l'honorable ministre du Commerce (M. Winters) exigent que nos exportations, en 1967, atteignent 12 milliards. Merveilleux, n'est-ce pas?

Mais, pour nos citoyens, nous sommes toujours à court d'argent. On sait que nos ressources naturelles sont immenses, pratiquement inépuisables, mais il faut produire pour l'étranger, non pas pour nous, pour nos citoyens qui doivent se serrer la ceinture encore davantage. Le gouvernement est encore dans une mauvaise situation, il l'est toujours!

Quand les compagnies affichent, monsieur le président, jusqu'à 15 milliards de profits nets par année, taxes payées, le gouvernement ne peut même pas boucler son budget annuel, et il expose devant tout le peuple son inaptitude à présenter un budget convenable. Il lui faut des déficits pour donner l'exemple au peuple comment emprunter, comment payer des intérêts à ceux qui peuvent créer de l'argent et du capital.

[M. Latulippe.]

Partout c'est le désordre, le déséquilibre, l'endettement, les déficits, excepté dans le cas des 800 grandes compagnies du Canada qui font plus de 1 million de profits nets par année et qui augmentent leurs dividendes chaque année ainsi que leur capitalisation à la bourse, à coups répétés de millions et de milliards.

Nous ne sommes pas contre les grandes compagnies qui entassent les millions et les milliards quand les personnes, les familles, les petites institutions, les municipalités, les provinces, s'endettent par-dessus la tête.

Remarquez que nous ne sommes pas contre les grosses compagnies, ni contre les gros profits. Nous voulons de l'équilibre dans toutes les institutions, entre les personnes, les familles et les compagnies; nous voulons de l'équilibre entre la production, la consommation et la capitalisation dans une économie nationale.

Avec l'ensemble de toute l'économie du Canada, en 1966, nous sommes capables de capitaliser jusqu'à 18 milliards—15 milliards par les grandes compagnies et 3 milliards par les particuliers—et nous ne sommes pas capables de trouver immédiatement 200 millions pour faire soigner les citoyens qui manquent du nécessaire vital et qui sont malades justement par suite de la malnutrition ou de la sous-alimentation.

Il est donc lamentable ce déséquilibre économique national qui existe entre les pauvres et les trop riches, qui est à la base de tous nos malaises, nos problèmes économiques au Canada. Et loin de voir à solutionner ce malaise à sa base, nous cherchons des solutions qui ne servent qu'à agrandir encore davantage l'écart entre les trop pauvres et les trop riches du Canada, entre ceux qui accusent un déficit et ceux qui affichent de gros profits et augmentent leurs gros capitaux.

Loin de rétablir l'équilibre économique national que tout le monde désire, on renverse davantage la situation et l'on s'achemine vers le point où tout va sombrer dans le chaos. La débâcle et la ruine totale s'en viennent pour le Canada, avec ses programmes de santé, ses régimes obligatoires.

Monsieur le président, nous sommes contre tout ce qui est obligatoire, contre tout ce qui encarcane la personne humaine. Des carcans, nous en avons assez, les individus n'en veulent plus, les Canadiens sont fatigués des carcans.

Ce que nous voulons, monsieur le président, et le Canada peut le faire, si on a le courage d'équilibrer l'économie canadienne, c'est donner un dividende national de santé et laisser les individus libres de s'assurer à leur choix.